



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/AC.115/L.696
19 avril 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ SPÉCIAL CONTRE L'APARTHEID

RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LE
DÉVELOPPEMENT DURABLES EN AFRIQUE DU SUD : PRIORITÉS POUR
LES PREMIÈRES ANNÉES D'UN GOUVERNEMENT DÉMOCRATIQUE, TENU
À LONDRES DU 22 AU 24 JANVIER 1994

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	3
II. ORDRE DU JOUR	5	3
III. PARTICIPANTS	6 - 8	4
IV. DOCUMENTATION	9	4
V. TRAVAUX	10 - 34	4
A. Séance d'ouverture	13 - 15	5
B. Résumé des débats	16 - 31	6
C. Table ronde	32 - 33	11
D. Séance de clôture	34	11

Annexes

I. DÉCLARATIONS FAITES À LA SÉANCE D'OUVERTURE	13
A. Déclaration liminaire de M. Ibrahim A. Gambari (Nigéria), Président du Comité spécial contre l'apartheid (<u>in extenso</u>) . .	13
B. Discours liminaire de M. Alan Boesak, Président de l'African National Congress of South Africa au Cap-Occidental	18

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Page</u>
C. Discours liminaire de M. Mosebjane Malatsi, Secrétaire du Département de l'économie et du développement du Pan Africanist Congress of Azania	22
D. Discours liminaire de M. Cristian Stals, Gouverneur de la South African Reserve Bank	26
II. LISTE DES PARTICIPANTS ET OBSERVATEURS	30

I. INTRODUCTION

1. À l'alinéa b) du paragraphe 3 de sa résolution 47/116 B du 18 décembre 1992, l'Assemblée générale a fait siennes les recommandations figurant au paragraphe 181 q) du rapport du Comité spécial contre l'apartheid¹, autorisant ainsi ledit Comité spécial à faciliter une transition pacifique et stable en Afrique du Sud en aidant les Sud-Africains à faire face aux conséquences sociales et économiques désastreuses de la politique d'apartheid, notamment en organisant des séminaires sur des questions précises avec la participation de spécialistes de domaines pertinents et en collaboration avec les bureaux et organismes compétents du système des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Le Comité spécial a inclus dans son programme de travail pour 1993 un Séminaire sur la croissance économique et le développement durables en Afrique du Sud : priorités pour les premières années d'un gouvernement démocratique.

2. Conformément à ce qui précède, le Comité spécial, en coopération avec le Centre pour l'étude de l'économie sud-africaine et la finance internationale de la London School of Economics and Political Science, a organisé ce séminaire à Londres du 22 au 24 janvier 1994.

3. L'objectif du Séminaire était de favoriser le débat politique en cours en fournissant des informations sur les priorités concernant l'action immédiate à entreprendre une fois le nouveau gouvernement d'unité nationale en place. Le Séminaire a fondé ses travaux sur celui qui s'était tenu à Windhoek (Namibie) du 22 au 24 mai 1992 et qui s'intitulait : "Rôle des organismes des Nations Unies dans le règlement des problèmes socio-économiques de l'Afrique du Sud".

4. Le Séminaire était présidé par M. Ibrahim A. Gambari (Nigéria), Président du Comité spécial contre l'apartheid.

II. ORDRE DU JOUR

5. L'ordre du jour du Séminaire était le suivant :

1. Aperçu de la situation économique et des besoins en matière de développement auxquels fera face le gouvernement démocratique au cours de sa première année d'existence.
2. Mobilisation des ressources intérieures :
 - a) Politique financière;
 - b) Politique fiscale.
3. Mobilisation des ressources extérieures :
 - a) Gestion du financement extérieur;
 - b) Politique en matière de taux de change, et contrôle des changes.

/...

4. Restructuration de l'économie nationale :

- a) Politique du marché du travail;
- b) Politique à l'égard des petites et moyennes entreprises;
- c) Politique commerciale;
- d) Politique industrielle.

5. Processus de prise de décision dans le cadre d'un nouveau gouvernement démocratique – Consultation et transparence : les problèmes à résoudre.

III. PARTICIPANTS

6. Plus de 80 participants ont assisté au Séminaire. On trouvera à l'annexe II du présent rapport la liste de ces participants. Ils comprenaient une quarantaine d'experts en économie, finance et autres domaines, venant d'Afrique du Sud, ainsi qu'un petit nombre d'experts internationaux invités à titre individuel. Il y avait également des experts des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies ainsi que ceux de la Banque africaine de développement, du Secrétariat du Commonwealth, de l'Union européenne et de l'Organisation de l'unité africaine.

7. Le Comité spécial était représenté par son président et par M. S. Thanarajasingham (Malaisie), M. Abdullahi Omaki (Nigéria) et M. Farouk Al-Attar (République arabe syrienne).

8. Des représentants du corps diplomatique et d'organisations non gouvernementales étaient invités aux séances d'ouverture et de clôture du Séminaire.

IV. DOCUMENTATION

9. Le Centre des Nations Unies contre l'apartheid et le Centre pour l'étude de l'économie sud-africaine et la finance internationale ont fourni un certain nombre de documents, dont certains ont été présentés au Séminaire par leurs auteurs. Le texte complet des documents et des actes du Séminaire seront publiés en temps utile par le Centre pour l'étude de l'économie sud-africaine et la finance internationale.

V. TRAVAUX

10. Outre une séance d'ouverture et une séance de clôture auxquelles la presse a insisté, le Séminaire a tenu quatre ateliers consécutifs et une table ronde, ouverts seulement aux participants invités de manière à encourager des échanges de vues libres et francs. Chaque atelier a concentré ses travaux sur deux questions de politique :

- a) Atelier I : Mobilisation des ressources intérieures : politiques financières et fiscales;

b) Atelier II : Mobilisation des ressources extérieures : gestion du financement extérieur, politique en matière de taux de change et contrôles des changes;

c) Ateliers III et IV : Restructuration de l'économie du pays : politique devant régir le marché du travail et politique à l'égard des petites et moyennes entreprises; et politiques relatives au commerce et à l'industrie, respectivement.

11. Les ateliers étaient animés respectivement par M. Azar Jammine, M. Wiseman Nkuhlu, M. Tommy Oliphant et M. Bobby Godsell, tous Sud-Africains. Dans chaque atelier, deux débatteurs prenaient part à la conduite des débats aux côtés des animateurs et des auteurs des documents de base. Mme Maria Ramos et M. Lieb Loots ont présenté des documents à l'atelier I, les débatteurs étaient M. Bcedo Mlamla et M. Philip Mohr; à l'atelier II, les documents ont été présentés par M. Jonathan Leape et M. Brian Kahn; les débatteurs étaient M. Gerhard Croeser et M. Jim Gordon. Dans le cadre des ateliers III et IV, quatre documents ont été présentés. Le premier, établi par Mme Adrienne Bird et M. Chris Lloyd, a été présenté par Mme Bird; le deuxième, établi par le Taskgro Group a été présenté par Mme Claudia Manning; le troisième a été présenté par M. Davis Lewis, et le quatrième, établi par M. Ebrahim Patel et Mme Sheila Page, a été présenté par Mme Page. Les débatteurs des ateliers III et IV étaient respectivement M. Brian Philips et M. Mashudu Ramano; et M. Michael Fairbanks et M. Bobby Godsell.

12. La table ronde, présidée par M. Servaas van der Berg, s'est occupée du processus de prise de décisions dans le cadre d'un nouveau gouvernement démocratique – consultation et transparence : les problèmes à résoudre. Les orateurs à la table ronde étaient MM. Bobby Godsell, Michael Leaf et Eric Molobi.

A. Séance d'ouverture

13. Le Séminaire a été ouvert le 22 janvier 1994 par le Président du Comité spécial contre l'apartheid qui a donné un aperçu des problèmes économiques que l'Afrique du Sud aurait à résoudre durant sa transition vers la démocratie, et a mis l'accent en particulier sur les disparités socio-économiques. Il a engagé la communauté internationale à accorder d'urgence son attention à l'Afrique du Sud et a évoqué les activités prévues par les Nations Unies pour cette période (pour le texte de cette déclaration, voir annexe I A au présent rapport).

14. M. Jonathan Leape, directeur du Centre pour l'étude de l'économie sud-africaine et la finance internationale de la London School Economics and Political Science, en souhaitant la bienvenue aux participants, a noté que le Séminaire réunissait les deux objectifs du Centre : apporter aux débats sur la politique économique le résultat d'une recherche bien informée et à jour, et aider à développer en Afrique du Sud même le potentiel en matière de prise de décisions.

15. M. Alan Boesak, Président de l'African National Congress d'Afrique du Sud (ANC) au Cap-Occidental, M. Mosebjane Malatsi, Secrétaire du Département des

/...

affaires économiques et du développement du Pan Africanist Congress of Azania (PAC), M. Christian Stals, Gouverneur de la South African Reserve Bank, ont respectivement présenté un aperçu de la situation économique et des besoins en matière de développement auxquels devra faire face le nouveau gouvernement démocratique d'Afrique du Sud en ses premières années d'existence (pour le résumé de leurs déclarations, voir l'annexe I B à D au présent rapport).

B. Résumé des débats

Mobilisation des ressources intérieures

16. Mme Maria Ramos a présenté un document sur les questions financières évoquées dans la constitution intérimaire et sur les carences du secteur public où une vaste rationalisation s'impose, ainsi que sur les structures des principales institutions financières et les arrangements de transition concernant la gestion des avoirs et dettes publics.

17. Le débat a porté tout d'abord sur l'indépendance des banques centrales. Les opinions étaient partagées, certains participants étant d'avis que l'indépendance de la South African Reserve Bank produirait un élément de discipline bienvenu au centre de la politique économique; ils ont cité l'expérience à ne pas suivre d'autres pays où les gouvernements exerçaient une influence considérable sur la politique monétaire. D'autres ont fait valoir que les principes applicables à d'autres institutions ayant un lien avec l'État devaient également s'appliquer à la Reserve Bank. Certains ont indiqué que la Constitution intérimaire permettait un processus de consultation entre le Gouverneur et le Ministre des finances. Un participant a suggéré de rendre publiques les conditions précises dans lesquelles le Parlement pouvait avoir voix prépondérante sur la Reserve Bank. Les avantages du Conseil de politique monétaire proposé, les pouvoirs fiscaux des régions et l'application à la politique monétaire du programme de reconstruction et de développement figuraient parmi les autres questions abordées.

18. M. Lieb Loots a présenté un document sur les priorités de la politique fiscale et sur des questions connexes telles que les dépenses de l'État, le déficit budgétaire et les emprunts de l'État sur les marchés financiers intérieurs et internationaux; les circonstances susceptibles d'influer sur la politique fiscale; la croissance et la reconstruction; et une approche par étapes en matière de politique et de priorités fiscales, y compris celles qui ont trait à l'imposition, à l'emprunt et aux dépenses ainsi qu'à l'importance de la crédibilité de la politique fiscale.

19. Les participants ont été en général d'avis qu'il ne fallait pas laisser le déficit budgétaire s'accroître; certains se sont même inquiétés des conséquences qu'aurait le maintien de ce déficit à son niveau actuel. On s'est également préoccupé du risque d'évasion fiscale de la part des contribuables actuels si leurs impôts devaient s'accroître. Des participants ont demandé comment atteindre la progressivité quand la grande majorité des contribuables actuels en Afrique du Sud payaient déjà des impôts aux taux les plus élevés. On s'est également inquiété des moyens de faire appliquer une discipline fiscale au niveau régional. Toutefois, on a généralement reconnu que pour pouvoir à la

/...

fois répondre aux aspirations et maintenir une discipline fiscale, il faudrait que les dépenses soient davantage axées sur le développement humain.

Mobilisation des ressources extérieures

20. M. Jonathan Leape a présenté un document sur le financement extérieur, donnant un aperçu de l'accès de l'Afrique du Sud à ce financement. Les participants ont ensuite examiné les perspectives d'apport de nouveaux capitaux dans les années à venir. Le document a en outre fourni une évaluation de la recherche théorique et empirique sur le rôle joué par le financement extérieur pour ce qui est d'appuyer la croissance économique, et a étudié les liens entre la gestion du financement extérieur et d'autres éléments de la politique économique. Le même document portait également sur les principes généraux d'une stratégie de la dette extérieure et sur les priorités que devrait suivre un gouvernement démocratique dans la gestion du financement extérieur.

21. Les participants ont reconnu qu'il n'y avait pas automatiquement de lien entre les apports de capitaux et la croissance économique, que la priorité résidait dans la mobilisation des ressources internes, que la composition du financement extérieur était d'une importance cruciale, et qu'il fallait accorder la préférence aux apports d'investissements directs étrangers. On a noté que d'autres pays, dont certains pays africains, non seulement avaient exagérément fait appel aux emprunts extérieurs, mais pâtissaient de structures de financement extérieur inappropriées. L'idée de créer un comité sur la politique du financement extérieur a été généralement bien reçue; toutefois certains ont dit qu'ils craignaient qu'un tel comité ne soit exagérément soumis à l'influence des emprunteurs actuels. On a également estimé qu'il fallait analyser plus à fond la question de savoir comment l'Afrique du Sud devrait gérer les apports d'aide et de dons et faire face au problème de la fuite des capitaux.

22. Le document présenté par M. Brian Kahn passait en revue la politique de l'Afrique du Sud en matière de taux de change depuis 1979, date d'introduction du taux flottant contrôlé du rand commercial, et a porté également sur la politique du taux de change et le contrôle des changes (contrôle des mouvements de capitaux). Le document faisait valoir que pour que les fabricants exportateurs restent compétitifs au plan international, il faudrait adopter une politique appropriée en matière de taux de change. Les options disponibles et les problèmes associés aux différentes options étaient aussi abordés dans le document. À cet égard, l'auteur a exprimé une préférence pour une politique de taux de change réel, avec zones cibles spécifiées. Toutefois, il a également été d'avis qu'en raison de la réglementation actuelle des changes et du niveau actuellement peu élevé des réserves étrangères, il était difficile de se prononcer sur un taux de change approprié ou de déclarer que le rand était surévalué.

23. Le débat a porté sur la façon dont il fallait envisager la politique en matière de taux de change et sur les problèmes associés à la règle du taux de change réel : devait-elle être stricte ou s'agirait-il d'un engagement à maintenir stabilité et capacité concurrentielles? Tout en reconnaissant que l'adoption de l'objectif d'un taux de change réel risquerait de conduire à une indexation des salaires et des prix en Afrique du Sud, et ainsi de lancer l'économie dans un cycle de forte inflation et de dévaluation, ou pourrait

/...

conduire à la spéculation contre la Reserve Bank, la plupart des participants ont appuyé un argument favorable à l'adoption de la règle du taux de change réel. On a également débattu de la question de savoir comment calculer le point d'équilibre du taux de change réel. Certains ont estimé que l'existence de contrôles des changes était une preuve suffisante que le rand était surévalué. D'autres ont parlé des difficultés qu'il y avait à conserver des politiques monétaires et de taux de change cohérentes, ou bien du problème plus général de la coordination des politiques. S'agissant d'un assouplissement des contrôles de capitaux, les participants ont reconnu la nécessité d'une approche prudente, indiquant qu'il fallait d'abord assouplir les contrôles à l'égard des non-résidents. D'autre part, certains ont fait valoir que même si l'argument en faveur d'un assouplissement graduel des contrôles paraissait valable, les avantages d'une élimination des contrôles des changes suffisaient à justifier l'adoption rapide d'une telle politique.

Restructuration de l'économie nationale

24. Le document préparé par Mme Adrienne Bird et M. Chris Lloyd portait sur la stratégie économique relative au développement du marché du travail en Afrique du Sud et dans la région (en Afrique australe). Selon ce document, en raison de l'existence de divisions historiques dans le marché du travail, il existerait en fait non un seul mais plusieurs marchés du travail, y compris celui des travailleurs migrants, avec très peu de concurrence entre eux. Pour utiliser les ressources et l'expérience de l'économie sud-africaine et pour lutter contre le chômage dans le pays et la région, les auteurs se sont déclarés en faveur d'une stratégie visant à développer les compétences nationales, qui serait assez souple pour répondre aussi aux besoins régionaux, et qui reposerait sur la reconnaissance des compétences traditionnelles et mettrait l'accent sur le développement des capacités à l'intérieur d'un cadre unifié de qualifications nationales.

25. Les participants ont en général manifesté leur appui aux propositions relatives à une stratégie nationale en matière de développement des capacités et à l'idée de relier les programmes de travaux publics à cette stratégie. Toutefois, certains ont estimé que le rôle du secteur privé était resté inexploré et que les programmes lancés par le Gouvernement dans ce domaine ne devaient pas être imposés d'une façon mécanique mais servir à stimuler l'action du secteur privé. On a également soulevé les questions du coût des programmes axés sur le marché du travail et de l'établissement de priorités dans ce domaine. Les débats ont aussi porté sur les aspects régionaux d'une politique du marché du travail, en particulier sur la question de savoir si une stratégie d'intégration verticale (dans le cadre de laquelle l'Afrique du Sud fournirait du travail nécessitant une main-d'oeuvre importante à des pays voisins) était compatible avec les besoins de l'Afrique du Sud, étant donné le taux élevé de chômage. On a également noté que les coûts comparés des salaires entre l'Afrique du Sud et les pays en développement – question clef en matière de politique du marché du travail – n'étaient pas connus.

26. Le document relatif aux petites et moyennes entreprises, établi par le Taskgro Group et présenté par Mme Claudia Manning, contenait un résumé d'une série d'études de fond sur le développement des petites, micros et moyennes entreprises dans la période postérieure à l'apartheid. Ce document se fondait

/...

essentiellement sur l'idée qu'il fallait restructurer et rationaliser l'appui fragmentaire apporté actuellement par le Gouvernement à ce type d'entreprises et corriger les effets de l'apartheid. On s'est accordé à reconnaître que, sous le régime actuel, le climat était hostile à ce type d'entreprises et qu'il faudrait prendre des mesures pour rectifier la situation.

27. Les participants ont reconnu que les politiques de passation des marchés et de sous-traitance des grosses entreprises devaient être corrigées de même que la prestation de services de vulgarisation. Certains participants se sont déclarés favorables à la création d'un département ministériel chargé des petites, micros et moyennes entreprises, distinct de l'actuel Département du commerce et de l'industrie. Les participants se sont également dits préoccupés par le fait que les institutions financières n'étaient guère disposées à prêter aux petites entreprises. Ils se sont en outre demandé si supprimer la limite fixée par la loi pour les taux d'intérêt frappant les prêts aux petites et moyennes entreprises serait un avantage ou un inconvénient pour les petites entreprises. Certains ont été d'avis qu'il fallait appuyer les institutions financières locales comme étant les mieux placées pour prêter aux petites entreprises. La question de savoir si les petites, micros et moyennes entreprises devraient faire partie d'un système organisé de relations industrielles et participer directement aux mesures d'atténuation de la pauvreté a été également discutée. À cet égard, certains participants ont été d'avis que justement parce que ces entreprises étaient axées sur le profit, il ne fallait pas les faire participer à l'application de politiques de plus vaste envergure.

28. Le document sur la politique industrielle a été établi et présenté par M. David Lewis, qui s'est inspiré des résultats du projet de stratégie industrielle, une vaste étude indépendante portant sur le secteur manufacturier sud-africain. La stratégie proposée dans ce projet pour la restructuration industrielle s'appuyait sur quatre éléments : premièrement, l'idée que le secteur manufacturier sud-africain devrait "s'élever sur l'échelle des valeurs", en mettant l'accent sur les ressources humaines qualifiées, la capacité de conception et une infrastructure très perfectionnée plutôt que sur le coût des salaires; deuxièmement, la politique devrait viser des "éléments fondamentaux de concurrence", tels que la technologie appropriée, la mise en valeur des ressources humaines et l'encouragement des petites et moyennes entreprises; troisièmement, l'accent devrait être placé sur l'accroissement de la productivité en s'éloignant des hiérarchies organisationnelles rigides et compliquées des sociétés et du gouvernement; et quatrièmement, l'idée que pour éviter un rapport non soutenable entre salaire et productivité, la politique devrait viser une réduction du coût des produits de première nécessité. Pour mettre en oeuvre les quatre éléments de cette stratégie, la politique industrielle devrait améliorer : a) les incitations à la concurrence sur les marchés internationaux (par exemple au moyen de réformes du commerce); b) les capacités de base qui permettraient aux entreprises de réagir à ces incitations (par exemple au moyen de la formation); et c) un réseau d'institutions capable de développer à la longue ces capacités de base.

29. Les participants ont en général reconnu qu'il n'y avait pas de solution facile en matière de politique industrielle. Il a été suggéré que pour atténuer les difficultés de la restructuration, le nouveau Gouvernement énonce clairement ses politiques, lesquelles devraient correspondre à ses objectifs sociaux et

/...

économiques. On a généralement reconnu qu'il fallait renforcer la coopération entre les entreprises. À propos de l'argument selon lequel il fallait se concentrer sur certains secteurs cibles, un participant a fait remarquer que cette politique ne pouvait réussir que lorsqu'il y avait, comme dans le cas de certains pays asiatiques, un niveau élevé de compétence technique à tous les niveaux du gouvernement et d'autres secteurs, ce qui n'était toutefois pas le cas actuellement en Afrique du Sud, comme le montraient les expériences faites jusqu'ici dans ce domaine. Si certains participants ont fait valoir que les buts de la politique industrielle devraient viser plus explicitement la création d'emplois, d'autres ont estimé que d'autres programmes du Gouvernement étaient mieux adaptés à cette fin. On a estimé dans l'ensemble qu'il faudrait analyser plus à fond les aspects régionaux de la politique industrielle et la façon dont les investissements étrangers directs pourraient contribuer au développement industriel. On était généralement d'avis que pour accroître la demande et créer des emplois dans tous les secteurs de l'économie, il serait préférable que la politique industrielle soit axée sur une augmentation de la productivité et sur la création d'emplois mieux rémunérés dans le secteur structuré de l'économie.

30. Le document sur la politique commerciale, établi par M. Ebrahim Patel et Mme Sheila Page, a fourni des renseignements sur l'offre révisée faite par l'Afrique du Sud aux négociations commerciales multilatérales d'Uruguay (Uruguay Round) et en particulier sur l'évolution dans la façon dont le Congress of South African Trade Unions (COSATU) envisageait cette question. Il comprenait également des recommandations concernant la politique commerciale future et la façon dont un accord pourrait être conclu entre le Gouvernement, le milieu des affaires et les syndicats concernant une telle politique, de même que des recommandations sur la politique commerciale à adopter à l'égard d'autres pays de l'Afrique australe. En conclusion, le document contenait des arguments en faveur de l'intégration d'une dimension sociale au commerce et à la politique commerciale, et décrivait en détail les réformes institutionnelles nécessaires pour une politique industrielle susceptible de donner des résultats satisfaisants.

31. Le débat a porté sur des questions techniques concernant la compatibilité de la politique commerciale de l'Afrique du Sud avec l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Un certain nombre de participants non sud-africains, en particulier ceux des autres pays appartenant à l'Union douanière d'Afrique australe, ont souligné qu'il serait dangereux d'adopter une politique qui répondrait primordialement aux besoins de la seule Afrique du Sud. Il a été suggéré que l'Afrique du Sud envisage l'abolition sélective des contrôles des changes visant les exportations de capitaux destinés à des investissements directs dans les pays voisins, ce qui entraînerait des importations correspondantes de biens sud-africains. Toutefois, d'autres participants ont été d'avis que l'Afrique du Sud aurait probablement tendance à se montrer réaliste et chercherait après les élections à défendre ses propres intérêts, et que, étant donné le niveau élevé des paiements sud-africains, il serait peu probable que l'Union douanière d'Afrique australe continue à fonctionner sous sa forme actuelle.

C. Table ronde

32. Trois orateurs ont passé en revue l'histoire et le système actuel d'élaboration des politiques en Afrique du Sud, avec ses avantages et ses inconvénients. Ils ont tous les trois exprimé leur préférence pour un système de prise de décisions essentiellement transparent qui reconnaîtrait le rôle joué par tous les groupes d'intérêt, quelles que soient leurs dimensions ou leur importance, dans le processus d'élaboration des politiques. Dans la lutte qu'ils mèneraient pour obtenir leur part des ressources limitées, a-t-on souligné, ces groupes auraient à dialoguer entre eux et à modifier leurs intérêts dans l'intérêt du bien public. On a souligné à cet égard que les instances qui avaient déjà réussi à prendre part au processus de prise de décisions et qui pouvaient servir de pont entre les services gouvernementaux et les collectivités, devraient, en vue d'une réelle dévolution des pouvoirs, devenir d'importantes institutions remplaçant les institutions traditionnelles. On a également souligné qu'il fallait remédier aux carences des instances actuelles et les restructurer par une réaffectation des ressources, afin de prévenir les doubles emplois. S'agissant de la création d'un climat favorable au développement d'une culture nationale "de l'entreprise", on a estimé qu'il faudrait intégrer le secteur africain des affaires, restreint mais en expansion, dans le secteur des entreprises et le doter de ressources suffisantes pour qu'il puisse renforcer ses capacités. On a aussi souligné que pendant le processus d'élaboration des politiques, il faudrait prendre en considération les effets qu'auraient les mesures envisagées sur la région. Si la formulation et l'application des politiques étaient les moteurs du changement en Afrique du Sud, il importait que les experts techniques, en tant qu'éléments nécessaires du processus de prise de décisions, modifient leur langage de manière à permettre une plus ample participation du public.

33. Le débat s'est porté sur l'avenir des instances régionales et nationales de prise de décisions, notamment sur leur rôle dans un gouvernement élu démocratiquement. Les participants ont reconnu avec les orateurs que les structures où les questions de politique étaient discutées plus en détail que dans les parlements devaient être renforcées et devenir plus représentatives des milieux d'affaires et du travail notamment et devaient continuer à jouer un rôle consultatif dans l'élaboration des politiques. Certains ont suggéré que les associations civiques participent à ces instances afin de les rendre plus représentatives, en particulier des couches défavorisées, des chômeurs et des collectivités rurales, et qu'il faudrait étendre aux zones rurales la notion de participation civique. On a été généralement d'avis qu'il fallait être prêt à appuyer les organisations et collectivités existantes en les aidant à se développer et à améliorer leur aptitude à être représentées dans les diverses instances et à participer efficacement à leurs travaux. Il n'y a toutefois pas eu d'accord quant à la forme sous laquelle cet appui devrait être offert. On a aussi reconnu que certains organismes du travail et des milieux d'affaires n'avaient pas la capacité de participer à ces instances.

D. Séance de clôture

34. À la séance de clôture, les présidents des ateliers ont résumé les débats de leurs groupes respectifs. Après de brèves remarques prononcées par M. Leape, le Président, M. Ibrahim Gambari, a déclaré, au nom des coorganisateurs du

/...

Séminaire, que la vaste gamme de vues et d'idées exprimées au cours des débats du Séminaire avait fait ressortir la nécessité d'analyser à fond les options de politique et la façon dont elles pouvaient s'inscrire dans un cadre plus large de priorités parfois en conflit. Il a loué l'esprit de franchise des participants, lequel témoignait du sérieux et du sens des responsabilités de tous ceux qui dans le cadre du processus de changement s'attaquaient à la reconstruction nationale. Le Président a aussi souligné que les décideurs devaient toujours mettre la population au centre même de toutes les politiques. En conclusion, il a noté que la communauté internationale attendait avec impatience le moment où l'Afrique du Sud cesserait d'attirer, comme elle l'avait fait ces 40 dernières années, l'attention particulière de la communauté internationale pour devenir un exemple encourageant à suivre pour d'autres pays et d'autres régions aux prises avec d'écrasantes difficultés.

Note

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 22 (A/47/22).

Annexe I

DÉCLARATIONS FAITES À LA SÉANCE D'OUVERTURE

A. Déclaration liminaire de M. Ibrahim A. Gambari (Nigéria),
Président du Comité spécial contre l'apartheid

(in extenso)

Je voudrais commencer par vous souhaiter à tous très chaleureusement la bienvenue à Londres et à cet important séminaire. Au nom du Comité spécial contre l'apartheid et en mon nom propre, je tiens à remercier le Centre pour l'étude de l'économie sud-africaine et la finance internationale de la London School Economics and Political Science pour les efforts infatigables qu'il a déployés afin d'organiser ce séminaire, et mes remerciements s'adressent en particulier au Directeur, M. Jonathan Leape et à tous ceux qui ont travaillé avec lui à cet important projet.

La voie du changement politique en Afrique du Sud a été longue et ardue, marquée par d'énormes sacrifices et beaucoup de souffrances. Avec la fin de la guerre froide, la persistance de la pression internationale, l'impasse où se trouvaient les forces qui s'opposaient en Afrique du Sud, enfin avec le coût humain et financier croissant, écrasant même, de l'apartheid, les dirigeants sud-africains, Noirs et Blancs, se sont rendus compte que la seule issue était celle de négociations à large participation. Avec l'encouragement et l'appui des membres de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale, les Sud-Africains ont enfin décidé de résoudre leurs différends par des moyens pacifiques, donnant ainsi un exemple remarquable à d'autres pays assaillis par des conflits politiques, ethniques ou d'autres formes de dissensions internes.

La communauté internationale se réjouit des résultats du processus de négociation multipartite qui a repris en avril 1993 (après une suspension de 10 mois) et qui a abouti à des résultats significatifs : fixation d'une date pour les premières élections démocratiques et non raciales de l'Afrique du Sud; création du Conseil exécutif de transition chargé de surveiller les opérations gouvernementales; constitution d'une commission électorale et d'une commission des médias indépendantes, et une autorité de télédiffusion indépendante, afin de niveler le terrain avant les élections; et adoption par le Parlement existant d'une constitution intérimaire non raciale et d'une loi électorale.

Le Conseil exécutif de transition est entré en fonctions le 7 décembre 1993, marquant ainsi la première étape de la représentation de personnes de toutes races dans la conduite des affaires de l'Afrique du Sud. Le 22 décembre 1993, le Parlement sud-africain a adopté la Constitution intérimaire qui, lorsqu'elle entrera en vigueur après les élections d'avril, mettra fin à plus de trois siècles de gouvernement par la minorité en Afrique du Sud. Cette Constitution intérimaire restera en vigueur jusqu'à l'adoption d'une constitution définitive par l'assemblée constituante. Il convient de souligner ici que les facteurs décisifs à la base de toute cette évolution positive ont été le courage politique, la sagesse et la détermination dont ont fait preuve les dirigeants sud-africains ainsi que leur volonté de rechercher un règlement

/...

politique pacifique. En fait, grâce à cette évolution, l'Afrique du Sud, dans les termes de M. Mandela, non seulement a atteint la fin d'une époque, mais se trouve maintenant au seuil d'une ère nouvelle.

Le 15 octobre 1993, le Comité du prix Nobel a conféré le prix Nobel de la paix conjointement à M. Mandela et à M. De Klerk pour couronner leur direction éclairée et le rôle remarquable qu'ils ont joué en faisant progresser le processus de paix. Le Comité spécial contre l'apartheid s'est joint aux nombreux membres de la communauté internationale qui ont accueilli avec une grande satisfaction la décision du Comité du prix Nobel.

Ce sont là sans aucun doute des étapes positives sur le long chemin menant à la liberté en Afrique du Sud. Il n'en reste pas moins que la communauté internationale doit demeurer prudente et vigilante. Nous savons que le processus de négociation a souvent été gâché par une poussée de violence politique. D'aucuns en Afrique du Sud menacent encore ouvertement de faire dérailler le processus de transition. Il y en a qui ne sont pas disposés à se conformer aux règles du processus démocratique.

Plus de 10 000 vies humaines ont été sacrifiées à la violence politique en ne comptant que les trois dernières années. Les premières élections où chacun aura droit à un vote auront lieu en Afrique du Sud dans trois mois à peine. Des études récentes indiquent qu'un nombre croissant de Sud-Africains participant au processus électoral risquent d'être l'objet d'actes d'intimidation. Sous la supervision du Conseil exécutif de transition, les structures du Gouvernement auront maintenant à assumer sans retard la pleine responsabilité qui leur revient, à savoir freiner la violence et promouvoir et protéger le droit de tous les Sud-Africains à participer au processus démocratique, sans intimidation. Car la paix, comme la liberté, est indivisible. Elle dépasse les limites et les contingences des politiques à court terme. Pour contenir la violence dans les régions où elle risque le plus d'exploser, on met beaucoup d'espoir en Afrique du Sud dans la création d'une force multipartite de maintien de la paix. Si le principe d'une telle force a recueilli depuis un certain temps déjà un large appui, les questions relatives à l'intégration et au contrôle d'une force commune font encore l'objet de négociations.

La communauté internationale a agi avec détermination et une unité d'esprit remarquables depuis que l'Organisation des Nations Unies s'est saisie de la question de l'apartheid il y a une quarantaine d'années. Pendant 40 ans, elle a appuyé le peuple sud-africain dans sa lutte pour l'égalité de droits et de chances pour tous, sans laquelle il ne saurait y avoir justice ou liberté. En s'attaquant à la question de l'apartheid, l'Organisation des Nations Unies a aussi lancé l'idée que les violations flagrantes et persistantes des droits de l'homme dépassaient la juridiction exclusive d'un État et devenaient le souci légitime de la communauté internationale. Des décisions et activités récentes du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Secrétaire général ont démontré une fois de plus l'importance de la contribution internationale au processus de règlement pacifique en Afrique du Sud.

Je tiens à souligner que pendant plus de 20 ans, la communauté internationale a persisté à convaincre les autorités du régime d'apartheid que les négociations étaient le seul moyen de démanteler l'apartheid de manière

pacifique et d'instaurer un régime démocratique. Nous espérons vivement que le succès remarquable avec lequel les Sud-Africains se sont acheminés jusqu'ici vers des solutions pacifiques grâce à de vastes négociations, sera un exemple que voudront suivre ceux qui font face à des conflits politiques ou ethniques ou à d'autres formes de dissensions internes dans d'autres pays et d'autres parties du monde.

Dans un discours qu'il a prononcé devant le Comité spécial contre l'apartheid au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 24 septembre 1993, M. Nelson Mandela a demandé à la communauté internationale de lever les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. À la suite de cet appel et sur la recommandation l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'Assemblée générale a décidé le 8 octobre 1993 de déclarer caduques toutes les dispositions qu'elle avait adoptées concernant l'interdiction ou la restriction des relations économiques avec l'Afrique du Sud ou avec des personnes de nationalité sud-africaine. En même temps, l'Assemblée générale a décidé que l'embargo sur la fourniture de pétrole serait caduc à compter de la date d'entrée en activité du Conseil exécutif transitoire. L'embargo sur le pétrole a donc pris fin le 7 décembre 1993, date à laquelle le Conseil exécutif transitoire a tenu sa première réunion officielle. En réponse à l'appel de M. Nelson Mandela, le Commonwealth, l'Union européenne et beaucoup de gouvernements et autorités locales ont levé les interdictions et autres mesures restrictives analogues. Avec la perspective de la mise en place des nouvelles structures non raciales démocratiques, de nombreux gouvernements ont entamé le processus de reprise de leurs relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud, ou d'établissement de telles relations, bien que certains pays ne prévoient d'établir ou de rétablir ces relations qu'après le 27 avril 1994.

Toutefois, malgré des indications statistiques meilleures et plutôt optimistes, la nouvelle Afrique du Sud doit s'attendre à rencontrer dans les années à venir beaucoup de difficultés. Nombre de Sud-Africains blancs estiment que leur pays est riche et, en un sens, si l'on considère les chiffres du produit national brut (PNB) par habitant pour 1988, ils ont raison. Le PNB pour les Sud-Africains blancs était de 6 500 dollars contre 650 pour les Zimbabwéens et 1 600 pour les citoyens du Botswana. Parmi les Blancs, l'alphabétisation des adultes atteint pratiquement 100 %. Les Sud-Africains blancs peuvent s'attendre à vivre 73 ans. L'Afrique du Sud a beaucoup de villes propres et de banlieues verdoyantes. Elle a une bonne infrastructure, beaucoup d'habitants aisés, on y trouve quelques sociétés d'envergure mondiale, de bons hôpitaux et de bonnes universités. Ces chiffres sembleraient donc indiquer que l'Afrique du Sud appartient au "premier monde" et non pas au tiers monde. La réalité, bien sûr, est différente.

Dès qu'on cesse de regarder la minorité blanche, on voit apparaître un tout autre tableau. La majorité des Sud-Africains lutte pour avoir accès aux nécessités mêmes de la vie — terre, eau, travail, services sociaux de base, et 84 % des 30 millions de Noirs que compte selon les estimations le pays, gagnent moins que le nécessaire pour nourrir convenablement leur famille. Ces énormes disparités socio-économiques sont certes choquantes dans un pays qui semblerait appartenir au premier monde. C'est là que réside la contradiction qui n'est probablement pas prête à disparaître de sitôt.

La transition en Afrique du Sud présente un défi formidable du point de vue de la gestion politique. Les tâches et les problèmes auxquels se heurtera le pays après l'apartheid peuvent sembler décourageants : rédiger une constitution et édifier une nation; les inégalités socio-économiques flagrantes que les Sud-Africains s'attendent que le nouveau gouvernement corrige immédiatement; et les autres obstacles qui se sont enracinés dans le système pendant les longues années d'apartheid. Le défi ne consiste pas seulement à chercher un *modus vivendi* entre ces points de vue divergents; il consiste aussi à veiller à ce que l'exubérance et l'anxiété politique qui accompagnent ce processus de transition soient bien gérées et judicieusement canalisées pour servir le processus. Si la communauté internationale est prête à aider une nouvelle Afrique du Sud, en dernière analyse ce sera d'une économie en croissance que dépendra largement la correction des déséquilibres socio-économiques. Toutefois, il ne faudra pas perdre de temps, vu que des inégalités de cette ampleur ne peuvent qu'alimenter l'instabilité politique et sociale. Il faudra éviter les impasses ou la persistance de l'instabilité politique causées par les divergences que font naître les politiques socio-économiques, car le coût sur les plans économique, social et politique en serait prohibitif. Ce que nous cherchons donc à ce séminaire c'est de chercher à parvenir à un consensus minimum sur les objectifs et les instruments d'une politique socio-économique à court et à long terme qui aidera les décideurs du nouveau gouvernement à formuler des mesures susceptibles de produire des résultats tangibles à court terme, sans poser de nouveaux problèmes structurels.

Les investissements étrangers directs sont considérés comme un facteur important pour la croissance économique et le développement durables en Afrique du Sud. Pendant un grand nombre d'années ils ont fait défaut en raison du succès des sanctions économiques internationales et à cause de l'absence de progrès politique et de stabilité sociale dans l'ensemble du pays. Les sanctions économiques internationales ont maintenant été levées, ce qui permet à l'Afrique du Sud d'avoir accès au financement extérieur. On peut espérer que les investissements étrangers directs contribueront au progrès social et à la stabilité, grâce à la création d'emplois productifs. C'est non seulement souhaitable, mais nécessaire pour protéger la nouvelle Afrique du Sud non raciale et démocratique que l'on voit poindre.

On se rappellera que les parties qui ont pris part au processus de négociation se sont entendues sur la teneur d'une lettre d'intention concernant la politique économique à suivre dans la période post-apartheid, qui accompagnerait une demande de prêt (que le Conseil exécutif de transition a avalisée dans l'une des premières décisions qu'il a prises en devenant opérationnel le 7 décembre 1993), adressée au Fonds monétaire international (FMI) d'un montant de 850 millions de dollars qui dédommagerait l'Afrique du Sud des pertes en exportations et du coût des importations additionnelles dus à la sécheresse dans la région. Je suis heureux de noter que le FMI, reconnaissant les progrès politiques réalisés au cours des négociations, a approuvé cette demande. Il est aussi encourageant d'apprendre que la Banque mondiale est prête à apporter une assistance au développement à long terme dès que des projets détaillés auront été mis au point et étudiés.

Ces événements réaffirment le rôle des institutions financières dans le développement de l'économie sud-africaine. Les banques étrangères elles-mêmes

/...

avaient décidé en 1985 de rappeler leurs prêts à court terme. Cette action a précipité une crise des liquidités en Afrique du Sud et frayé la voie à ce qui allait être le début de la fin de l'apartheid. En raison surtout du progrès réalisé sur le plan politique en Afrique du Sud et en réponse à une proposition conjointe approuvée par les principaux partis et groupes politiques inclus dans le processus de négociation, un certain nombre de banques étrangères ont accepté en décembre 1993 de rééchelonner jusqu'en l'an 2001, une dette de 5 milliards de dollars non réglée et due au titre du moratoire de 1985, qui devait être remboursée à la fin de 1993, à l'expiration des troisièmes arrangements intérimaires. L'accord intervenu continue à donner aux crédetes étrangers l'option de convertir la dette en investissements en utilisant le rand financier en tant qu'incitation supplémentaire.

Il importe que la communauté internationale accorde d'urgence l'attention voulue à la reconstruction de l'économie sud-africaine. Certaines mesures initiales ont déjà été prises par M. Mandela et M. De Klerk qui, vers la fin de 1993, ont entrepris des tournées mondiales pour encourager les institutions d'investissement ainsi que les directeurs de société, les banquiers et les dépositaires de fonds de pension à investir dans le pays et à y commercer. La communauté internationale, après avoir donné pendant si longtemps son appui aux populations opprimées d'Afrique du Sud, attend maintenant que les dirigeants sud-africains transcendent leurs divergences et édifient un avenir commun en recherchant, au-delà des anciennes barrières, des solutions communes par le biais de l'esprit nouveau de consultation et de négociation. C'est là non seulement une source d'inspiration, d'espoir et d'assurance pour la communauté internationale, mais aussi un instrument utile pour les dirigeants politiques représentant la diversité des habitants d'Afrique du Sud, qui leur permettra de forger l'avenir de leur pays par un dialogue patient et par la tolérance, en comprenant quelle importance revêt l'interdépendance pour la sauvegarde de leurs intérêts à long terme.

J'ai le plaisir d'appeler votre attention sur le rapport présenté le 10 janvier 1994 par le Secrétaire général au Conseil de sécurité de l'ONU concernant les préparatifs de la tâche complexe et délicate que suppose la coordination des observateurs internationaux des élections^a. Je dois signaler que le Secrétaire général, dans son rapport, a mis l'accent sur le fait que la violence demeurerait un souci majeur. En fait, il a souligné que, selon des études récentes, un nombre croissant de Sud-Africains participant au processus électoral risquaient d'être l'objet d'actes d'intimidation. Opérant sous la supervision du Conseil exécutif de transition, les structures de gouvernement devaient assumer sans retard leur pleine responsabilité pour maîtriser ce cycle de violence et promouvoir et protéger les droits de tous les Sud-Africains à participer au processus démocratique sans faire l'objet d'actes d'intimidation. Il faut espérer que le récent accord sur la création d'une force nationale de maintien de la paix comprenant des éléments de la South African Defence Force, du commandement militaire de l'ANC et de forces des homelands sera un instrument efficace et généralement accepté pour contenir la menace que représente pour les élections l'actuel niveau de violence. En se fondant sur ce rapport d'ensemble du Secrétaire général, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont adopté les résolutions appropriées permettant l'envoi d'urgence de personnel chargé de surveiller les élections ainsi qu'une expansion du rôle de la Mission d'observation des Nations Unies en Afrique du Sud (MONUAS).

/...

Je tiens également à signaler que l'Organisation des Nations Unies doit bientôt entamer et coordonner entre ses bureaux et les institutions spécialisées un processus de planification détaillée de programmes d'assistance socio-économique, particulièrement dans les domaines de la mise en valeur des ressources humaines, de l'emploi, de la santé et du logement. Ces programmes seront coordonnés avec ceux d'autres organisations internationales, avec les structures non raciales légitimes en Afrique du Sud et, bientôt, avec le nouveau Gouvernement légitime.

L'Organisation des Nations Unies et le Commonwealth envisagent aussi de convoquer, en juin ou juillet 1994, une conférence internationale des donateurs sur la mise en valeur des ressources humaines dans l'Afrique du Sud d'après l'apartheid. Cette conférence aura pour but de stimuler l'intérêt des pays donateurs et des institutions donatrices en les incitant à répondre au besoin pressant de mise en valeur des ressources humaines en Afrique du Sud, notamment dans les secteurs défavorisés de la société. Les préparatifs de la conférence se feront en consultation avec le Conseil exécutif de transition et, après les élections d'avril, avec le nouveau Gouvernement.

Je tiens à souligner encore une fois que l'Afrique du Sud se trouve aujourd'hui au seuil d'une ère nouvelle riche en promesses certes, mais comportant aussi incertitudes et dangers. Je suis convaincu que les Sud-Africains mèneront eux-mêmes le processus d'un changement politique pacifique à bon terme. La communauté internationale, à ce moment crucial, ne peut que compléter ce processus en apportant appui moral et encouragement aux efforts des Sud-Africains et, dans une certaine mesure, en fournissant une assistance matérielle pour faciliter la transition vers une société libre et équitable.

J'espère que les débats de ce séminaire viendront renforcer encore le consensus international qui s'est pleinement instauré au cours des quatre dernières années et qui a permis à l'Organisation des Nations Unies de proclamer d'une seule voix son soutien au processus pacifique d'élimination de l'apartheid en Afrique du Sud.

B. Discours liminaire de M. Alan Boesak, Président
de l'African National Congress of South Africa
au Cap-Occidental

(Résumé)

M. Boesak a déclaré qu'il parlait au nom de M. Trevor Manuel qui participait à la Conférence du programme pour la reconstruction et le développement, laquelle se tenait en même temps que le Séminaire.

M. Boesak a consacré son discours au Programme pour la reconstruction et le développement, en commençant par expliquer comment il avait été élaboré. Les idées qui étaient à la base du Programme avaient été lancées par des experts des divers domaines visés. Ils avaient établi des documents directifs qui avaient été distribués pour discussion aux membres de l'African National Congress (ANC) au niveau régional. Les observations formulées ont donné lieu à des débats et ont été incorporées dans les projets révisés du Programme, celui-ci commençant

/...

alors à prendre forme en tant que document socio-économique intégré à caractère directif. La Conférence du programme pour la reconstruction et le développement de l'Afrique du Sud avait été convoquée pour débattre de la teneur du sixième projet. Sur la base de ses conclusions, un projet final allait être établi et distribué aux régions pour approbation; il serait lancé en mars 1994 et serait l'un des éléments clefs du manifeste électoral de l'ANC.

M. Boesak a souligné que le processus de la mise au point du Programme pour la reconstruction et le développement mettait en évidence l'attachement de l'ANC à la démocratie, et qu'en rassemblant Sud-Africains et experts internationaux intéressés, le Séminaire était devenu partie intégrante du processus de consultation et de discussion sur les éléments du Programme.

Le Programme pour la reconstruction et le développement était avant tout un cadre directeur socio-économique intégré destiné à mobiliser les Sud-Africains en vue de l'élimination de l'apartheid et pour leur permettre d'édifier ensemble un avenir commun. M. Boesak a souligné que l'Afrique du Sud avait un besoin urgent de ce programme. La coexistence d'une pauvreté abjecte et de la richesse était le résultat d'une économie reposant sur des divisions raciales au niveau de la propriété des terres, de l'éducation, de la santé, des transports et des possibilités d'emploi. Outre les injustices qu'il avait créées, l'apartheid avait eu des répercussions négatives profondes sur l'efficacité économique.

Le Programme pour la reconstruction et le développement était né de l'héritage collectif de ceux qui s'étaient opposés à l'apartheid. Le premier pas en avant serait les élections où, pour la première fois, tous les Sud-Africains auraient le droit de vote. Toutefois en formulant le Programme, l'Alliance avait reconnu que la victoire électorale ne serait qu'une première étape et que la démocratie ne pourrait pas s'épanouir en Afrique du Sud si la population continuait à vivre dans la pauvreté.

Le Programme pour la reconstruction et le développement se fondait sur les cinq principes suivants :

a) Il s'agit d'un programme intégré et viable de transformation socio-économique; il n'est pas fondé sur une approche fragmentaire n'effectuant que des réformes marginales;

b) Il s'agit d'un processus animé par la population et qui continuera à faire l'objet de consultations de la part de ceux auxquels il s'adresse; les aspirations et la détermination de sa population sont les facteurs les plus importants pour l'avenir du pays;

c) Le Programme porte sur l'édification de la nation. La raison essentielle de la crise que connaît actuellement l'Afrique du Sud réside dans les divisions massives de la société. Les avantages de la croissance économique ne peuvent pas se limiter comme par le passé au secteur "premier monde" de la population. Le Programme pour la reconstruction et le développement a également donné l'occasion d'étudier comment la nouvelle nation développera des relations de coopération avec l'Afrique australe;

d) Le Programme relie reconstruction et développement. La redistribution qui permettra de répondre aux besoins fondamentaux de la population lui donnera également la possibilité de participer à l'économie et ouvrira de vastes domaines où pourra être utilisé le potentiel humain;

e) Le Programme implique une démocratisation de l'Afrique du Sud. Il faut modifier sensiblement la façon dont les politiques sont élaborées et mises en pratique. À tous les niveaux, les populations concernées doivent participer à la prise de décisions.

Les divers éléments du Programme pour la reconstruction et le développement dérivait d'une analyse de la manière dont l'économie, gravement endommagée par l'apartheid, devait être reconstruite. L'Afrique du Sud avait connu une faible croissance et de graves inégalités, un déclin des investissements et une chute dramatique de l'emploi. Des politiques macro-économiques avaient été élaborées à la dérobée et de manière souvent contradictoire. L'économie avait continué à dépendre des exportations de minéraux pour l'achat de machines importées. Le secteur manufacturier avait manqué de dynamisme, en partie parce qu'on avait traité les travailleurs comme des facteurs de production bon marché. Le capital avait été alloué sur une base spéculative par les institutions financières. Les petites et moyennes entreprises étaient restées sous-développées parce que le secteur paraétatique s'était exagérément gonflé.

Pour faire face à ces problèmes, le Programme pour la reconstruction et le développement prévoyait d'établir un équilibre entre intervention de l'État et utilisation des forces du marché. Une agence de l'État serait créée pour guider la politique économique et travaillerait en coopération avec le Forum économique national. Un gouvernement ANC pratiquerait une politique commerciale et industrielle activiste visant à aider à restructurer le secteur structuré. On prévoyait des réformes agraires et des mesures seraient prises pour réformer le marché du travail et le secteur financier.

Dans les domaines de la politique commerciale et industrielle et des investissements publics, le but poursuivi serait d'accroître l'emploi, les investissements productifs et la capacité concurrentielle. S'agissant de la mise en valeur des ressources humaines, le gouvernement chercherait à perfectionner les connaissances techniques et à améliorer la capacité de gestion. En outre, le secteur public investirait de larges sommes pour répondre aux besoins fondamentaux de la population. Un programme de grande envergure pourrait porter le taux de croissance à 5 % par an et aider à créer 300 000 à 500 000 emplois par an.

Un deuxième aspect de la politique industrielle serait une meilleure utilisation des facteurs de production locaux et une répartition plus équitable des bénéfices de la production minière sud-africaine. Le gouvernement mettrait en place une structure stable qui encouragerait la production destinée à l'exportation. On réduirait la protection contre les importations et les tarifs seraient simplifiés.

Le gouvernement ferait bon accueil aux investissements étrangers directs pour autant que les investisseurs se conformeraient aux lois du pays, respecteraient l'environnement et contribueraient à accroître l'emploi et le développement technique.

Les sociétés paraétatiques feraient l'objet d'une réforme. Au besoin, on annulerait la privatisation et le secteur public serait étendu.

En ce qui concerne le marché du travail, le gouvernement suivrait des politiques actives visant à modifier la structure de la production et de l'emploi. L'État se chargerait de contrôler les conditions d'emploi, d'introduire un salaire minimum, d'encourager la négociation collective; il prendrait des mesures pour accroître les connaissances techniques et la sécurité de l'emploi des travailleurs et introduire la démocratie sur le lieu de travail, et il lancerait à l'échelle nationale des initiatives en matière de formation et d'éducation. Par-dessus tout, il mettrait fin à la discrimination dans l'emploi fondée sur la race ou le sexe.

Le gouvernement assumerait également un rôle actif dans le développement des petites et moyennes entreprises. Environ 2,7 millions de Sud-Africains étaient actuellement employés dans de telles entreprises, le secteur non structuré apportant une contribution importante au produit national brut (40 % selon une étude de la Banque de développement d'Afrique australe). Sur le plan de l'emploi, le secteur non structuré avait absorbé nettement plus de main-d'oeuvre que le secteur structuré. Ce dernier avait récemment absorbé 8 % seulement des nouveaux venus sur le marché du travail contre 80 % au début des années 60.

Les petites et moyennes entreprises étaient toutefois soumises à de nombreuses contraintes, dont une réglementation restrictive et le manque de fonds de roulement. Les banques et autres établissements de prêt continuaient à restreindre l'accès au crédit, particulièrement aux petites entreprises sans caution appartenant à des Noirs.

Le nouveau gouvernement aiderait à fournir aux petites et moyennes entreprises des facteurs de production. Il mettrait fin à la discrimination dans le zonage, assouplirait la réglementation et abolirait d'autres lois qui faisaient obstacle à l'expansion des petites entreprises. Celles-ci se verraient offrir des prêts subventionnés. La promotion des petites et moyennes entreprises faciliterait une diffusion du revenu et de la puissance économique, particulièrement en faveur des femmes qui représentaient 60 % des micro-entreprises. Les petites et moyennes entreprises jouaient un rôle important dans la création d'emplois; encore fallait-il que ce soient des emplois socialement acceptables; une législation serait donc adoptée à cet effet. Le nouveau gouvernement réorganiserait la Small Business Development Corporation et réviserait les critères d'octroi de prêt d'autres institutions semblables, afin d'améliorer l'accès aux institutions de crédit qui prêtent aux petites entreprises. Il encouragerait également les grandes entreprises à appuyer les plus petites en leur achetant des produits ou en passant avec elles des contrats de sous-traitance.

En ce qui concerne les mines et la transformation des minéraux, M. Boesak a dit que la production minière représentait 75 % des exportations de l'Afrique du Sud et employait 750 000 personnes. Dans le cadre du Programme pour la reconstruction et le développement, les richesses minières de l'Afrique du Sud appartiendraient à tous les Sud-Africains, y compris aux générations futures. Le nouveau gouvernement veillerait à ce que les richesses minières ne soient pas imprudemment épuisées et à ce qu'elles soient exploitées à l'avantage de toute la population.

Parmi les autres objectifs, on s'efforcerait d'améliorer les recettes d'exportation, de tirer le meilleur parti de la production minière et d'améliorer les salaires et les conditions de vie de ceux qui travaillaient dans les mines. On envisagerait aussi d'aider ceux qui seraient touchés par la réduction de l'activité minière.

Pour ce qui était des institutions financières, la situation en Afrique du Sud s'était caractérisée par une concentration importante des avoirs dans quelques institutions du secteur structuré. Ces fonds n'étaient pas actuellement utilisés pour placer l'économie sur la voie de la croissance durable. Un nouveau gouvernement proposerait une législation visant à prévenir la discrimination dans le secteur financier. Il chercherait également à renforcer la responsabilité des gérants de fonds de pension à l'égard des titulaires de pension afin que ceux-ci puissent voir où leurs fonds sont investis.

La Reserve Bank serait indépendante mais devrait rendre compte au Parlement. Elle devrait avoir pour but, selon la loi, d'encourager une croissance économique durable et de protéger la valeur intérieure et extérieure du rand. Son Conseil d'administration devrait devenir plus représentatif et prendre des mesures plus énergiques pour lutter contre la fuite des capitaux.

En conclusion, M. Boesak a reconnu que le Programme pour la reconstruction et le développement était certes ambitieux pour un nouveau gouvernement. Du mouvement en exil qu'il était, l'ANC devait se transformer en un parti politique prêt à gouverner. Toutefois, la teneur du Programme pour la reconstruction et le développement montrait qu'il restait à l'écoute des besoins du peuple sud-africain. La démocratie se devait d'avoir un effet sur la vie de tous les jours et de donner au peuple sud-africain le moyen de prendre en main son propre destin. Cela supposait une transformation de la société afin que soit donnée à chacun en Afrique du Sud la liberté de vivre dans la dignité. Le but recherché était d'édifier une société où la justice serait respectée et où pour la première fois on pourrait se déclarer fier d'être Sud-Africain.

C. Discours liminaire de M. Mosebjane Malatsi, Secrétaire
du Département de l'économie et du développement du
Pan Africanist Congress of Azania

(Résumé)

M. Malatsi a commencé par remercier les organisateurs de lui avoir donné l'occasion de parler des besoins de l'Afrique du Sud en matière de

/...

développement. Il a tenu à souligner qu'il résumait la position du Pan Africanist Congress (PAC) et ne parlait pas au nom de la Banque de développement d'Afrique australe.

Il a tout d'abord donné un aperçu des origines de la situation actuelle en Afrique du Sud et souligné que sans une compréhension de l'histoire des expropriations liées au colonialisme, il n'était pas possible de comprendre les politiques préconisées par le PAC.

L'histoire de l'Afrique du Sud était une histoire de conflit. Les Européens, mieux armés, ont fait la guerre aux Africains et ont conquis leurs terres. Mais le peuple africain n'a jamais abandonné la lutte, qu'il l'ait menée ouvertement ou clandestinement. L'Union d'Afrique du Sud, en 1910, a voulu ignorer les Africains auxquels aucune représentation ne fut accordée dans les structures politiques créées alors. Le gouvernement d'apartheid, à partir de 1948, a utilisé la législation pour diviser les Africains, alors que leurs divisions s'étaient jusqu'alors estompées. Il encouragea une prolifération des langues et utilisa l'éducation bantoue pour réduire la pensée africaine en esclavage. Il réinstalla des populations dans les homelands tribaux en appliquant la politique "diviser pour mieux régner". C'était donc l'apartheid qui était au coeur des divisions entre les populations noires d'Afrique du Sud.

À l'heure actuelle, en Afrique du Sud, la pauvreté ravageait la population africaine. Les politiques de réserve des emplois et d'échelles de salaire différentes avaient maintenu la population noire dans un état de pauvreté. L'apartheid devait être éliminé non seulement d'un point de vue législatif mais aussi pour faire disparaître les fossés entre Blancs et Noirs — le fossé de la pauvreté, le fossé des compétences et le fossé des revenus — sinon l'Afrique du Sud ne serait pas en mesure de résoudre ses problèmes et la violence et le crime en général continueraient de croître. Le droit de vote n'était pas en soi suffisant : pour les Sud-Africains noirs il s'agissait aussi de mettre fin à l'exploitation et d'obtenir la restitution des biens expropriés.

M. Malatsi a ensuite brossé un tableau des domaines critiques dont il fallait s'occuper immédiatement, tout en reconnaissant que cela prendrait plusieurs années avant que la parité soit atteinte.

Presque immédiatement, le nouveau gouvernement national élu démocratiquement aurait à lancer et exécuter une réforme agraire. Il faudra fournir aux Africains des terres pour l'agriculture, le logement, l'établissement d'entreprises, les activités commerciales, les installations sociales et sportives, les pâturages pour le bétail et des éléments d'infrastructure.

Le Gouvernement devrait se procurer les ressources nécessaires pour atteindre cet objectif dans les plus brefs délais et mettre ces ressources à la disposition des populations déshéritées. S'il n'y arrivait pas, d'autres mesures telles que la socialisation et la redistribution des terres devraient être envisagées. Selon une proposition, il faudrait permettre aux agriculteurs d'exploiter un maximum de 300 hectares; ce qui resterait de terres serait mis en

commun puis redistribué. On pourrait envisager des plans d'indemnisation, mais il fallait se rappeler qu'à l'origine les terres avaient été expropriées illégalement.

La South African Land Bank devait faire d'urgence l'objet d'une réforme, vu qu'elle n'accordait pas de prêts aux Africains. Les banques commerciales devaient aussi se montrer plus pressées à prêter aux agriculteurs noirs.

Il faudrait que les Africains aient accès aux ressources leur permettant de développer leurs propres communautés, non seulement dans les régions urbaines mais aussi dans les zones rurales où ils vivaient actuellement. Comme le montrait l'histoire, le développement économique et industriel en Afrique du Sud avait fleuri là où se trouvaient les gisements miniers; c'étaient donc la région de Pretoria, Witwatersrand et Vereeniging ainsi que des ports tels que le Cap, Durban et plus tard Port Elizabeth et d'autres ports, petits et moyens, qui s'étaient développés. Le reste du pays avait ainsi été relativement négligé et n'avait pas été développé, ce qui avait provoqué des déséquilibres dans l'aménagement du territoire.

Il y aurait lieu d'accorder une attention particulière à ces déséquilibres dans le cadre de la restructuration rurale. Dans les zones rurales, l'infrastructure physique et sociale soit faisait totalement défaut soit était absolument insuffisante. Il faudrait à cet égard accorder une attention spéciale à l'approvisionnement en eau et électricité, aux services de santé, aux établissements d'enseignement et de formation. Il y aurait lieu également de prévoir des lieux de réunion pour activités sociales et distractions, notamment pour empêcher l'exode de la jeunesse. On devrait en outre s'attacher à développer de manière aussi stratégique et rapide que possible les agro-industries, la manufacture par sous-traitance et les industries de montage. Il faudrait aussi fournir d'urgence des facilités pour le commerce et d'autres types d'entreprises.

Toutes ces initiatives créeraient des possibilités d'emploi, de gain et de revenus, avec les différents liens qui sont à même de promouvoir un développement équilibré. M. Malatsi a souligné que sans des interventions de ce genre, l'Afrique du Sud risquerait de continuer à sous-utiliser les ressources de ses campagnes et, indirectement, à forcer les habitants à quitter les zones rurales pour les zones urbaines déjà surpeuplées, avec l'aggravation des problèmes de squattage, de manque de logements, de crime et de violence que cela entraînerait.

M. Malatsi a insisté sur le fait que la justice était essentielle à la croissance économique en Afrique du Sud et qu'il fallait immédiatement s'attacher à établir l'égalité des chances.

Les politiques de réforme agraire et de redistribution des terres, de restructuration du développement rural décrites plus haut étaient indispensables à la croissance et au développement économiques. D'autres politiques encore devraient être axées sur le développement macro-économique et l'aménagement du territoire y relatif, la décentralisation, et des considérations micro-économiques. Il faudrait accorder une attention toute particulière au développement des petites et moyennes entreprises, notamment en faveur de la

/...

communauté africaine jusqu'ici négligée et marginalisée. Ce programme de croissance économique et de redistribution aiderait à absorber la main-d'oeuvre entrant sur le marché du travail en nombre toujours croissant, actuellement à raison de 300 000 nouveaux venus par an.

À cet égard, il importait de mettre d'urgence en valeur le capital humain. Une intensification de la formation de tous les Sud-Africains, notamment des Africains, devrait non seulement aider à relancer l'économie grâce à une productivité accrue mais mettrait le pays mieux à même de soutenir la concurrence internationale. Sans l'amélioration sensible de la productivité que permettrait la formation, l'Afrique du Sud ne serait pas en mesure de se rattraper et d'être concurrentielle sur les marchés internationaux et toutes les tentatives faites pour stimuler une croissance du secteur des exportations seraient gravement entravées par manque de connaissances et de compétences techniques appropriées.

Il fallait s'attaquer d'urgence et avec zèle aux questions d'éducation, du niveau préscolaire jusqu'à l'université. Quel qu'en soit le coût, il ne devait pas être considéré comme trop élevé. Il fallait absolument rationaliser ce secteur. Il serait possible de réaliser des économies en restructurant et en regroupant les 19 ministères, départements et institutions qui s'occupaient d'éducation.

Il faudrait également prévoir des activités de développement en faveur des jeunes, en leur dispensant une formation appropriée à hautes doses, à divers niveaux et dans divers secteurs. Plus de 57 % des jeunes Africains étaient sans emploi. Plus de 70 % d'entre eux étaient désireux d'apprendre et prêts à suivre une formation pour pouvoir pleinement jouer un rôle actif dans des entreprises productives.

La construction de logements pour les Africains était une des questions les plus urgentes qui se posait actuellement en Afrique du Sud. À cet égard, M. Malatsi a relevé le lien entre la criminalité dirigée contre les biens et la pénurie de logement. Beaucoup de jeunes pourraient suivre une formation relative aux divers aspects de la construction de logements, tout en construisant en même temps des maisons dans le cadre de projets de travaux publics. Ainsi, on formerait des poseurs de briques, des électriciens, des plombiers, des architectes, des géomètres, des ingénieurs de la construction et des ébénistes. On pourrait leur verser de petits salaires et en même temps réduire le chômage. Une fois qualifiés, ces jeunes disposeraient des connaissances techniques et de l'expérience qui leur permettraient d'être facilement employés. D'autres pourraient continuer leurs études supérieures et compléter leur formation dans des collèges techniques et des universités.

Au niveau de la fonction publique, des changements radicaux seraient nécessaires. La majorité africaine, jusqu'ici exclue, devrait être présente aux échelons les plus élevés de la fonction publique. Il faudrait sans retard procéder à une nouvelle formation et à une réorientation radicale des fonctionnaires blancs disposés à servir dans un nouveau gouvernement. À cet égard, le secteur des sociétés devait aller au-delà des déclarations de pure forme et confier effectivement des postes élevés à des Africains qualifiés. Les

/...

sociétés devaient également introduire le système de la formation en cours d'emploi pour accroître la capacité de la main-d'oeuvre africaine.

M. Malatsi a terminé son discours en soulignant que le nouveau gouvernement démocratiquement élu devait s'attaquer d'urgence à la restructuration et à la réorientation de toutes les institutions, en fonction des circonstances nouvelles. Il incombait à ce nouveau gouvernement de réduire considérablement la pauvreté en fournissant des possibilités de travail de toutes les manières possible. Il devait modifier les politiques d'appui à la réforme rurale et redistribuer les terres au profit de tous ceux qui en avaient désespérément besoin. Il fallait relancer l'économie et promouvoir un développement du territoire équilibré grâce à la décentralisation et au processus de développement en concertation. Il fallait élaborer le budget et trouver les fonds nécessaires pour ces interventions, car on ne pouvait même pas songer à une solution différente.

D. Discours liminaire de M. Cristian Stals, Gouverneur
de la South African Reserve Bank

(Résumé)

M. Stals s'est réjoui que les problèmes économiques fondamentaux de l'Afrique du Sud reçoivent désormais l'attention qu'ils méritaient. Le nouveau gouvernement aurait à gérer sinon une révolution du moins une transition de la plus haute importance sur la voie du développement économique de l'Afrique du Sud et en particulier à répondre aux très grands espoirs de ses électeurs.

M. Stals a relevé l'importance des facteurs non économiques dans le processus du développement économique. Les responsables de l'élaboration des politiques ne pouvaient faire abstraction de tels facteurs qui risquaient de détourner l'économie de la direction projetée. L'impact des facteurs non économiques avait rendu remarquablement utiles les modèles économétriques fondés sur l'extrapolation des tendances passées.

M. Stals a relevé un certain nombre d'aspects favorables de la situation économique actuelle. Premièrement, on avait enregistré une amélioration du taux de croissance du produit intérieur brut de l'Afrique du Sud qui avait été de -5 % (annualisé) pendant la deuxième moitié de 1992 et était remonté à 1,5 % pendant le premier trimestre de 1993 et à 8 % pendant le troisième trimestre. Les dépenses privées et celles de l'État avaient augmenté alors qu'on enregistrait également une croissance encourageante des investissements intérieurs bruts (1,5 % au cours du troisième trimestre). C'était la première fois que les dépenses d'investissement augmentaient au cours des trois dernières années. On ne disposait pas encore de chiffres pour le quatrième trimestre, mais on pouvait s'attendre à ce que la reprise de l'économie se poursuive.

Deuxièmement, il convenait de mentionner la position du compte courant de la balance des paiements qui était restée relativement forte. En 1993, un nouvel excédent de 6 milliards de rand avait été enregistré, portant à 45 milliards de rand le total des excédents depuis 1986. Cela s'était fait, naturellement, au prix d'une croissance économique plus faible et était nécessaire pour permettre le remboursement de la dette en capital de l'Afrique

/...

du Sud. M. Stals a estimé que le compte courant resterait en position excédentaire au cours de 1994, mais qu'il y aurait ensuite une baisse des excédents.

Troisièmement, il fallait constater la stabilité de la situation financière du pays. Au cours des dernières années, le crédit intérieur avait augmenté à un taux inférieur à celui de l'inflation. La croissance de la masse monétaire M3 avait été inférieure à l'objectif fixé. L'inflation était restée à son niveau le plus bas depuis 20 ans.

M. Stals a ensuite passé en revue un certain nombre de points faibles de la situation économique de l'Afrique du Sud, auxquels le nouveau gouvernement devrait accorder son attention d'urgence.

Le premier problème était le chômage qui allait croissant – principalement structurel mais aussi cyclique. Il devrait donc disparaître au fur et à mesure que l'économie se rétablirait. Le taux total de l'emploi dans les secteurs non agricoles de l'économie était tombé de 2 à 3 % par an au cours des trois dernières années. La reprise économique avait donc eu peu d'effet sur le nombre total des chômeurs. Le nouveau gouvernement pourrait envisager de prendre des mesures supplémentaires en vue d'apporter une solution plus rapide au problème du chômage.

Le deuxième problème était celui des fuites considérables de capitaux. Il était très décevant de constater que les sorties de capitaux d'Afrique du Sud avaient augmenté au cours de la deuxième moitié de 1993 en doublant par rapport au chiffre de 5 milliards de rand enregistré au cours des six premiers mois de cette même année. Les sorties de capitaux avaient dépassé l'excédent du compte courant et, par conséquent, les réserves s'étaient gravement érodées. À la fin de l'année, les réserves brutes détenues par la Reserve Bank ne suffisaient à couvrir que cinq semaines d'importations.

Il était à noter que les mouvements nets de capitaux ne comprenaient pas les dépôts réalisés en rand financier. Les investissements réalisés de cette manière par des non-résidents seraient beaucoup modifiés au cours de la deuxième moitié de 1993, les non-résidents étant devenus acheteurs nets de fonds sud-africains pour la première fois depuis de nombreuses années. Ces investissements avaient été financés par un déclin bienvenu des dépôts en rand financier effectués auprès d'agents de change autorisés.

Malheureusement, ce même renversement des tendances en faveur de l'Afrique du Sud n'était pas sensible au niveau des courants bancaires habituels ou des investissements en obligations. Très peu de prêts venant à maturité avaient été reconduits ou remplacés. Si bien que le rand était resté sur la pente descendante au cours de 1993, sa dépréciation atteignant un total de 9,5 % en termes nominaux, par rapport au panier de monnaie pondéré en fonction des échanges avec les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud.

Il était évident que ces sorties de capitaux ne pouvaient pas se poursuivre encore très longtemps au niveau des six derniers mois sans compromettre la reprise économique. Le nouveau gouvernement aurait à examiner d'urgence la question de savoir comment renverser cet exode des capitaux.

/...

Le troisième élément était la situation budgétaire du pays. Le déficit budgétaire élevé avait fait obstacle à toute activité expansionniste du Gouvernement. Des signes permettaient d'espérer que le déficit de 7 % du produit intérieur brut fixé par le Gouvernement pour 1994 ne serait pas dépassé, mais le Gouvernement lui-même demeurerait une importante source de dépenses. Des pressions nombreuses s'exerceraient sur le nouveau gouvernement pour le persuader d'accroître ses dépenses. Les besoins de la population étaient énormes. Il ne serait pas facile de concilier ces besoins avec les ressources dont disposait le pays.

À cet égard, il était particulièrement important que les chefs politiques se montrent prudents dans leurs déclarations concernant l'économie, lesquelles étaient analysées dans une atmosphère extrêmement tendue.

Un certain nombre d'études utiles sur les défauts structurels de l'économie avaient été récemment entreprises. Elles portaient sur le modèle économique normatif des Services consultatifs économiques centraux, le cadre d'une politique macro-économique du Groupe de recherches macro-économiques et les études de la Banque mondiale.

Ces études proposaient des politiques très diverses à l'Afrique du Sud pour améliorer son économie de sorte que le nouveau gouvernement se trouvait devant de nombreuses options. Comme beaucoup des insuffisances de l'économie feraient l'objet d'un examen plus détaillé au cours d'autres sessions du Séminaire, M. Stals a dit qu'à ce stade, il ne présenterait à ce sujet que quelques brefs commentaires.

Premièrement, il fallait absolument combler le fossé socio-économique entre les diverses communautés d'Afrique du Sud. Le coût en était effrayant, et cela ne devait être qu'une raison de plus de mettre au point une approche bien organisée qui produirait des résultats. L'amélioration des conditions de vie de la majorité de la population se traduirait par des gains substantiels au niveau de la productivité.

Deuxièmement, il fallait relever le taux de croissance qui, au cours de la dernière décennie, avait été inférieur au taux de l'accroissement démographique. Il fallait que la productivité du secteur manufacturier augmente. Les mesures à prendre à cette fin consistaient à lancer des programmes spéciaux visant à encourager l'investissement fixe, à orienter les exportations, à développer les petites entreprises et à accroître la participation étrangère à l'économie. Entre-temps, les politiques fiscales et monétaires devraient continuer à soutenir la stabilité générale.

Troisièmement, il incombait à l'Afrique du Sud de réorienter ses relations internationales et régionales. Il fallait qu'elle participe activement à l'économie mondiale. Avant tout, une redéfinition du rôle de l'Afrique du Sud en Afrique s'imposait.

M. Stals a conclu par quelques remarques sur la politique monétaire. La Reserve Bank avait approuvé les récentes initiatives constitutionnelles en faveur d'une banque centrale indépendante. La politique monétaire en Afrique du Sud avait abandonné la gestion de la demande à court terme plus tard que

d'autres pays mais, depuis 1988, les autorités avaient adopté une démarche consistant à fixer les objectifs de la masse monétaire. La politique avait désormais clairement pour but de protéger la valeur intérieure et extérieure du rand.

M. Stals a souligné qu'il y avait des limites à la discrétion que pouvait exercer la Reserve Bank en matière de politique monétaire. Avant tout, les sorties de capitaux l'avait obligée à adopter une politique monétaire stricte. Simplement créer de l'argent n'était pas une solution acceptable lorsque le pays n'avait pas les réserves en devises nécessaires pour rembourser ses créanciers étrangers.

Pour terminer, M. Stals a souligné que la situation restait défavorable sur le plan de la politique monétaire. Les capitaux continuaient de quitter le pays, les réserves étaient faibles, et l'inflation, bien qu'en diminution, était encore supérieure à celle des partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud. Il restait donc peu de marge pour une politique monétaire active. La stabilité monétaire était un facteur important pour établir les conditions nécessaires à une croissance économique à long terme. Aucun des objectifs macro-économiques d'un nouveau gouvernement ne pourrait être réalisé dans un climat de forte inflation et de dépréciation persistante, avec le risque continu de voir le pays manquer à ses engagements internationaux. Si impopulaire qu'elle puisse devenir, la Reserve Bank devait continuer à défendre le pays contre de tels dangers.

Note

^a A/48/845-S/1984/16.

Annexe II

LISTE DES PARTICIPANTS ET OBSERVATEURS

I. EXPERTS SUD-AFRICAINS ET AUTRES

1. M. Goolam Aboobaker
Assistant spécial du Vice-chancelier et Recteur
Université du Cap-Occidental (Afrique du Sud)
2. Mme Tania Ajam
Faculté d'économie
Université du Cap (Afrique du Sud)
3. Mme Adrienne Bird
Organisatrice nationale chargée de la formation
National Union of Metalworkers of South Africa (Afrique du Sud)
4. M. Allan Boesak
Président ANC au Cap-Occidental (Afrique du Sud)
5. M. Mike Brown
Consultant en économie
Frankel Pollak Vinderine Inc. (Afrique du Sud)
6. M. Colin Coleman
Directeur exécutif par intérim
Consultative Business Movement (Afrique du Sud)
7. M. Nick Corby
Directeur
Henry Ansbacher Trading (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord)
8. M. David Craine
Coordonnateur
Southern Africa Economic Research Unit (Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord)
9. M. Gerhard Croeser
Ambassadeur chargé des affaires financières
Consulat général d'Afrique du Sud (Suisse)
10. M. Michael Fairbanks
Consultant principal
Monitor Company (États-Unis d'Amérique)
11. M. Louis Geldenhuys
Économiste
Senekal, Mouton and Kitsoff Inc. (Afrique du Sud)

/...

12. M. Bobby Godsell
Président chargé des questions commerciales
National Economic Forum (Afrique du Sud)
13. M. Rudolf Gouws
Économiste
Rand Merchant Bank, Sandton (Afrique du Sud)
14. M. Peter Hayward
Conseiller principal
Bank of England (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
15. M. H. C. L. Hermans
Gouverneur
Bank of Botswana (Botswana)
16. M. Azar Jammie
Directeur et économiste en chef
Econometrix (Pty) Ltd (Afrique du Sud)
17. M. Brian Kahn
Faculté d'économie
Université du Cap (Afrique du Sud)
18. M. Lesetja Kganyago
Département de la planification économique, ANC
Johannesburg (Afrique du Sud)
19. M. Michael Leaf
Secrétaire général
National African Federated Chamber of Commerce (Afrique du Sud)
20. M. David Lewis
Development Policy Research Unit
Université du Cap (Afrique du Sud)
21. M. Lieb Loots
Faculté d'économie
Université du Cap-Occidental (Afrique du Sud)
22. M. Leslie Maasdorp
Chargé de recherches
Département d'économie politique, ANC/Chargé de recherches économiques
School of Oriental and African Studies (Afrique du Sud)
23. M. Euan Macdonald
Directeur
S.G. Warburg and Co. (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
24. M. Gaby Magomola
Président-Directeur général
Magomola and Associates Inc. (Afrique du Sud)

/...

25. M. Mosebjane Malatsi
Administrateur principal chargé de l'analyse des politiques, Banque de développement de l'Afrique australe
Secrétaire, Département des affaires économiques et du développement,
Pan Africanist Congress of Azania (Afrique du Sud)
26. Mme Claudia Manning
Coordonnatrice des recherches
Groupe d'étude sur le développement des petites entreprises
Institute of Development Studies, Université du Sussex (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
27. M. Matthew Martin
Directeur de projet
External Finance for Africa Project (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
28. M. P. N. Mayes
Conseiller pour l'Afrique
Standard Chartered Bank (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
29. Mme Zanele Mbeki
Directrice exécutive
Women's Development Banking (Afrique du Sud)
30. M. Colin McCarthy
Faculté d'économie
Université de Stellenbosch (Afrique du Sud)
31. M. Nick Mitchell
Directeur exécutif
United Kingdom-South Africa Business Association (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
32. M. Ncedo Mlamla
Trésorier
Johannesburg Consolidated Investment Company Ltd (Afrique du Sud)
33. M. Tommy Mohajane
Département des affaires économiques et du développement
Pan Africanist Congress of Azania (Afrique du Sud)
34. M. Philip Mohr
Faculté d'économie
Université d'Afrique du Sud (Afrique du Sud)
35. M. Eric Molobi
Directeur exécutif/Président national
Kagiso Trust/National Housing Forum (Afrique du Sud)

36. M. Neil Morrison
Économiste
Département de la planification économique, ANC (Afrique du Sud)
37. M. Dominic Mulaisho
Gouverneur
Banque de Zambie (Zambie)
38. M. Wiseman Nkuhlu
Directeur
Banque de développement d'Afrique australe (Afrique du Sud)
39. M. Tommy Oliphant
Secrétaire général
Metal and Electrical Workers Union of South Africa (Afrique du Sud)
40. Mme Sheila Page
Chargée de recherche
Overseas Development Institute
Regent's College (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
41. M. Brian Phillips
Directeur chargé de la mise en valeur des ressources humaines
Gencor South Africa Limited (Afrique du Sud)
42. M. Vella Pillay
Directeur
Macro Economic Research Group (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
43. M. Mashudu Ramano
Président-Directeur général
Ramano and Associates (Sunnyside Group) (Afrique du Sud)
44. Mme Maria Ramos
Université du Witwatersrand et Département de la planification
économique, ANC (Afrique du Sud)
45. M. Christian Stals
Gouverneur
South African Reserve Bank (Afrique du Sud)
46. M. Bob Tucker
Administrateur exécutif
Community Bank (Afrique du Sud)
47. M. Marius van Blerck
Conseiller fiscal
Anglo American Corporation of South Africa Ltd (Afrique du Sud)
48. M. Servaas van der Berg
Faculté d'économie
Université de Stellenbosch (Afrique du Sud)

II. ORGANISMES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DES NATIONS UNIES

Comité spécial contre l'apartheid

- M. Ibrahim A. Gambari, Président (Nigéria)
- M. Farouk Al-Attar (République arabe syrienne)
- M. Abdullahi A. Omaki (Nigéria)
- M. S. Thanarajasingam (Malaisie)

Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

- 1. M. Kenneth Ruffing
Sous-Directeur, Département de la coordination des politiques et du développement durable
- 2. M. John Renninger
Administrateur général, Département des affaires politiques
- 3. M. Henk-Jan Brinkman
Économiste, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

- 4. M. Richard Morgan
Administrateur régional de programmes, Nairobi
- 5. Mme Brigitte Mabandla
National Committee for the Rights of the Child, Université du Cap-Occidental (Afrique du Sud)

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

- 6. M. Yilmaz Akyuz
Chef, Service de macro-économie

Programme des Nations Unies pour le développement

- 7. M. Alieu Sallah
Chef, Division II
- 8. Mme Patricia de Mowbray
Économiste hors classe, Division II

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique

- 9. M. Sam Asante
Conseiller régional principal/Coordonnateur

Centre des Nations Unies pour les établissements humains

10. M. David Kithakye
Division de la coopération technique

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

11. M. Philippe Lavanchy
Représentant pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la République d'Irlande

Organisation internationale du Travail

12. M. Auret van Heerden
Service de l'égalité des droits

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

13. Mme Annar Cassam
Directrice, Programmes spéciaux pour l'Afrique du Sud

Organisation mondiale de la santé

14. M. Kenneth Ojo
Économiste spécialiste des questions de santé, Bureau régional de l'Afrique de l'OMS

Banque mondiale

15. M. David Cook
Chef de division, Industrie et énergie

Fonds monétaire international

16. M. Jim Gordon
Département Afrique

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

17. M. Ibrahim Thiam
Directeur, Relations extérieures et coopération en vue du développement, Bureau pour l'Afrique

Fonds international de développement agricole

18. M. Bouna Semou Diouf
Directeur, Division des relations extérieures

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

19. M. Eoin Gahan
Coordonnateur de la Décennie pour le développement industriel de l'Afrique, Programme pour l'Afrique

III. ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Commission des Communautés européennes

1. M. Giovanni Livi
Directeur, Afrique orientale et australe
2. M. Mauro Mariani
Spécialiste des questions relatives à l'Afrique du Sud

Secrétariat du Commonwealth

3. Sir Humphrey Maud
Secrétaire général adjoint
4. M. Amos Akinola
Économiste principal
5. M. Indrajit Coomaraswamy
Fonctionnaire principal (Économie)
6. M. R. Faruqi
Conseiller spécial
7. M. James Funna
Directeur, Division des affaires économiques
8. Mme Famura Kamara
Économiste principale
9. M. Jackson Karunasekera
10. M. Mohan Kaul
Directeur
11. M. Eliawony Kisanga
Assistant exécutif principal
12. M. Ivan Mbirimi
Économiste principal
13. M. Carl Wright
Directeur adjoint, Division des services de formation à la gestion

Organisation de l'unité africaine

14. M. l'Ambassadeur A. Bensid
Secrétaire exécutif, Genève
15. M. Omotayo G. Olaniyan
Économiste principal, New York

IV. ORGANISATEURS DU SÉMINAIRE

London School of Economics and Political Science, Centre pour l'étude de l'économie sud-africaine et la finance internationale

M. Jonathan Leape
Directeur

M. Jonathan Garner
Attaché de recherche

Mme Lynne Thomas
Assistante de recherche principale

Mme Kate Le Petit
Administratrice du Séminaire

Mme Helen Jarvis, Secrétaire

Centre des Nations Unies contre l'apartheid, Département des affaires politiques de l'ONU

M. Johan Nordenfelt
Directeur

M. Candan Göksenin
Spécialiste des affaires politiques

Mme Angela Irving, Secrétaire
